Les courants islamistes face aux libertés

François Burgat

▶ **To cite this version:**

François Burgat. Les courants islamistes face aux libertés. La Pensée de midi : revue littéraire et de débat d'idées, 2006, 19, pp.56-68. halshs-00133515

HAL Id: halshs-00133515
https://shs.hal.science/halshs-00133515

Submitted on 26 Feb 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

François Burgat

La pensée du Midi Face aux libertés...au sud de la Méditerranée « Les courants islamistes face aux libertés » (entretien avec Thierry Fabre) Actes Sud, Novembre 2006, (19) p 56 à 68.

Résumé : Au sortir de la longue parenthèse coloniale, la vertu mobilisatrice de la référence *islamique* tient moins à sa dimension *sacrée* ou *religieuse* qu'à sa dimension *endogène*. La réintroduction, parfois volontariste, du vocabulaire et des codes de la culture musulmane dans le discours politique remplit des fonctions plus largement identitaires que strictement religieuses. Cette affirmation islamique qui réorganise le champ politique arabe ne participe donc pas de l'émergence d'*une* idéologie politique spécifique (qui déterminerait de surcroit le machisme et la violence révolutionnaire et sectaire de ses adeptes), mais bien plutôt d'une réconciliation complexe du terroir de production d'à peu près *toutes* les

idéologies politiques avec l'univers symbolique (plutôt que normatif) de la culture musulmane.

Summary : In the aftermath of the long colonial era, the capacity of the "Islamic" reference or vocabulary to mobilize the masses in the Arab World has less to do with its sacred or religious dimension than to its embodiment of the endogenous identity. The volontarist reintroduction of the terminology and codes of the Muslim culture in the political discourse satisfies functions that are linked to identity rather than to religion. Consequently, this Islamic assertion does not pre-determine the emergence of one specific ideology (whether violent, sexist, sectarian, liberal or moderate). On the contrary, it involves a complex process of reconciliation between the entire diversity of all political ideologies and the symbolic (more than normative) system of the Islamic culture.

Thierry Fabre : Les mouvements islamistes, au Sud de la Méditerranée, apparaissent aujourd'hui, notamment en Europe, comme la principale menace pour les libertés. Nombre de ces mouvements sont porteurs d'une grande violence, ils dénient la liberté de pensée hors de l'islam. Peut-on vraiment parler d'un projet à caractère totalitaire ?

François Burgat : En parcourant vos questions, j'ai le sentiment d'avoir souvent tenté d'y répondre, depuis près de vingt ans maintenant[1]. Mais pourtant, elles n'ont rien perdu de leur actualité. Cela m'incite à la… modestie puisque de toute évidence, mes explications – comme celles de nombre de mes collègues – ont fort peu d'impact.

La structure de ces explications s'organise autour de quelques principes : au sortir de la longue parenthèse coloniale, la vertu mobilisatrice de la référence « islamique » tient moins à sa dimension sacrée ou religieuse qu'à sa dimension endogène. La réintroduction, parfois volontariste, du vocabulaire et des codes de la culture musulmane dans le discours politique remplit des fonctions qui me paraissent plus largement identitaires que strictement « religieuses ». A mes yeux, « parler musulman » ne veut donc pas dire nécessairement, « parler théocrate ». Sur le terrain, les islamistes, sous leurs innombrables versions (qui vont des Talibans afghans jusqu'au parti au pouvoir en Turquie), adoptent en fait un très large registre de modes d'action qui, s'ils englobent la guérilla révolutionnaire, passent tout autant, chaque

[1] *L'islamisme au Maghreb : la voix du Sud*, Karthala, 1988 ; Payot, 1995 (Petite bibliothèque Payot).

fois que cette possibilité leur est reconnue, par le parlementarisme.

J'ai essayé de montrer qu'en fait, cette affirmation islamique qui réorganise le champ politique arabe ne participait pas de l'émergence d'une idéologie politique particulière (qui entraînerait ses adeptes dans le machisme ou la violence révolutionnaire et sectaire), mais bien plutôt d'une réconciliation complexe du terroir de production d'à peu près toutes les idéologies politiques avec l'univers symbolique sinon normatif de la culture musulmane. La principale erreur du regard occidental consiste dès lors à se focaliser sur une frange « intégriste » bien présente, mais tout à fait distincte des majorités électorales que peut former ce courant, et à ignorer ce faisant la plasticité extrême de la référence islamique et sa capacité à produire elle aussi « de l'universel » parfaitement compatible avec « nos » valeurs.

Nous avons sur la rive nord de la Méditerranée la confortable conviction que seuls les acteurs qui font usage des marqueurs identitaires de la culture occidentale sont à même de faire progresser les dynamiques de libéralisation politique ou de modernisation sociale : il ne peut aucunement « être des nôtres », celui qui ne veut pas boire son verre « comme les autres ». En réalité, on y reviendra, tout comme on peut faire progresser la justice sociale, le respect des minorités ou la cause des femmes, avec des références « socialistes » ou humanistes, on peut le faire en se servant de références empruntés au vaste registre de la culture musulmane, y compris dans sa dimension religieuse.

Thierry Fabre : On entend pourtant de plus en plus des expressions comme « fascislamisme » ou « fascisme vert ». Comment analysez vous ces catégories de discours ? N'assiste t-on pas, notamment dans les médias, à un certain nombre de glissements de sens qui pourraient s'avérer fort dangereux ?

François Burgat : C'est au début du mois d'août 2006 que je prends connaissance de la problématique dans laquelle vous inscrivez vos questions. Le tonnerre des obus et des bombes qui tombent quotidiennement sur Gaza et qui, au Liban ont détruit en un mois 130 000 unités d'habitation résonne encore. Il est difficile de ne pas lier votre grille de questionnement et la lecture que fait l'opinion occidentale de ce dernier épisode de la guerre au Proche-Orient. Dans les deux cas, ce sont en effet des « islamistes » que canons, missiles, chasseurs et destroyers sont

supposés ramener à la norme du politiquement correct. Au cœur du dispositif de légitimation de l'offensive de l'État hébreu, le fait de réduire l'adversaire, Hamas en Palestine, Hezbollah au Liban, à l'expression guerrière et sectaire de l'« intégrisme musulman », cet « ennemi des libertés » contre lequel un vieil aphorisme (« pas de liberté pour les ennemis de la liberté) légitime tous les débordements.

En écho, retentissent les plaidoiries passionnées des défenseurs de la « seule démocratie du Proche-Orient », « agressée » par la « milice chiite pro-iranienne », ce « parti de Dieu » qui a « pris en otage le peuple libanais ». Cette terminologie du porte-parole du gouvernement israélien est intériorisée par une large majorité des médias occidentaux qui ont adopté ce que j'ai pour ma part stigmatisé comme une sorte de « télavivision » du conflit. Plus que tout examen historicisé et documenté, la seule référence émotionnelle à l'« intégrisme islamique » suffit ainsi à expliquer ses racines et la violence dont il est porteur.

Thierry Fabre : Comment percevez- vous, dans ces conditions, la question des libertés ?

François Burgat : Pour qui prend le temps de le faire, un simple survol factuel des griefs respectifs des belligérants du Proche-Orient laisse précisément entrevoir tout ce que masque cette mise en scène sémantique – beaucoup trop unilatérale pour être « honnête » – autour de la « protection des libertés »… de certains, au détriment évident de celles des autres ! Le belligérant qui n'en finit plus de faire pleuvoir des bombes pour libérer ses trois prisonniers en détient lui même plus de dix mille, dont cinq cent femmes et enfants. Celui qui dit vouloir réagir à une violation de ses frontières se permet depuis des décennies, de traverser quotidiennement, par air, par mer ou par terre, celles de ses voisins. Celui qui en appelle au respect d'une décision onusienne (parce qu'elle prévoit le désarmement de son adversaire) ignore superbement depuis quarante années la plupart de celles qui ont précédé et dont l'application aurait précisément pu éviter au conflit de s'envenimer.

L'« adepte des libertés » n'est pas l'homme politique qui est élu démocratiquement et mérite le respect des siens, mais celui qui se soumet au diktat du pays voisin en acceptant d'affaiblir le potentiel de défense de son pays. Nos alliés « démocrates » israéliens, pour étendre leur « zone de sécurité », ont ainsi kidnappé dans l'indifférence générale la moitié du gouvernement

de Palestine et une bonne partie du Parlement, y compris son président. Au Liban comme en Palestine, la seule appartenance à un parti dit « islamiste » suffit à faire de celui qui la revendique (ou en est… seulement « soupçonné ») une cible de guerre légitime.

Peu importe que le Hezbollah ait été en fait créé en réponse à la première invasion israélienne, qu'il soit dûment représenté au Parlement et au gouvernement libanais et la principale expression politique de toute une population. Peu importe que l'histoire de sa militarisation soit la conséquence plus que la cause de l'effondrement de la défense nationale. Peu importe encore qu'un général aussi chrétien que Michel Aoun et au moins deux autres formations politiques non chiites lui accordent ostensiblement leur soutien, témoignant de la dimension politique « moderne », non confessionnelle, de son assise nationale.

Dans le discours d'une partie au moins de la classe politique et médiatique occidentale, la magie de la sémantique de criminalisation de l'autre a pourtant réussi, au nom de cette « défense des libertés », à déshumaniser l'un des deux belligérants. Pendant que les mères israéliennes nous redisaient pour la énième fois leurs craintes pour la vie de leurs fils réservistes chargés de « finir le travail », c'est sur le ton d'indicateurs de police infiltrés dans les rangs de la mafia calabraise que les envoyés spéciaux des chaînes publiques françaises, au milieu des champs de ruines, évoquaient les combattants « islamistes » libanais défendant leur sol, s'étonnant que « même des femmes puissent être embrigadées ». Survient-il un (second) massacre des femmes et des enfants de la bourgade de Qana ? Logique ! a analysé pour nous l'un d'entre eux : « Après le premier massacre, la population de Qana s'est radicalisée et a massivement adhéré au Hezbollah. » C'est pour cela, nous a-t-il laissé conclure, qu'Israël lui aurait infligé une « si terrible punition ».

Alors, bien sûr, on se demande quelle est cette magie sémantique qui permet, malgré d'aussi évidentes contradictions, de nourrir le quasi consensus de l'Europe au point de lui – de nous – faire boycotter le gouvernement palestinien issu des premières élections crédibles de ce pays et, au Liban, d'accorder sciemment à l'un des deux belligérants tout le temps nécessaire pour « finir » de détruire les infrastructures civiles de l'autre.

Au révélateur « israélien » du statut de l'agresseur islamiste des libertés, il faut ajouter le prisme des promoteurs américains

de la « démocratisation » du Proche-Orient », eux aussi grand défenseurs des libertés des Irakiens ou des Afghans contre les menaces islamistes. Pour mesurer toute l'ambiguïté de cette rhétorique qui cimente la politique proche-orientale du camp des plus forts, il faut y ajouter enfin le bilan de ses relais étatiques locaux. D'Hosni Moubarak à Abedelaziz Bouteflika en passant par Zin al-Abidîn Ben Ali (et son « expérience exemplaire de modernisation » comme l'a qualifiée le président de la République française à plusieurs reprises), les performances[2] de ces « Pinochets arabes » que nous soutenons au nom de leur « lutte contre les intégristes », suscitent tout de même bien des interrogations.

Dans ce qui nous apparaît comme la dérive violente du monde arabo-musulman, qui sont aujourd'hui, des « islamistes » ou de ceux qui les combattent, les plus grands dangers pour les libertés ? Qui sont, des électeurs du Hezbollah ou du Hamas ou des néo-chrétiens américains priant pour que – à n'importe quel prix – une victoire de l'expansion israélienne vienne annoncer celle de leur propre secte, les véritables « fous de Dieu » ? Qui sont, de ceux qui ont érigés la torture en mode de gouvernement ou de ceux qui, portés par un puissant soutien populaire, pourraient à tout moment les défaire dès lors que les urnes ne seraient pas préventivement bourrées par les régimes, les véritables « menaces pour la démocratie » ? Quelles sont ces « libertés » dont nous nous préoccupons tant ? les nôtres et celles que nous prenons, précisément, avec les principes humanistes universels ou celles des autres, opposants, résistants ou contestataires qui sont autrement plus coûteuses à mettre en œuvre ?

Thierry Fabre : Le temps serait-il alors venu de changer notre regard sur l'islam ? De déplacer les lignes ?

François Burgat : Dans cette chambre d'écho proche-orientale où mondiale, les catégories du discours occidental – israélien, américain et européen confondus – sur « les libertés » et ceux qui les menacent ont effectivement des sonorités de plus en plus surréalistes. Les mots ont une résonance duale, laissant entendre le tout et son contraire, le verso du discours politique

---

[2] Que le formidable roman d'Ala Aswani (*Immeuble Yacoubian*, Actes Sud, 2006) permet enfin d'entrevoir aujourd'hui sur le mode littéraire et cinématographique.

occidental sur les valeurs et l'envers des contradictions flagrantes de ses pratiques. L'éthique politique occidentale et ses « libertés » ne seraient-elles pas en train de « perdre le nord » de leurs repères pour faire ou laisser faire le pire de ce dont elles entendent nous protéger ?

Le romancier britannique Percy Kemp a magnifiquement exprimé un volet au moins de ce désarroi que je ressens moi aussi tout autant depuis que, au contact des sociétés où j'ai eu le privilège de vivre plus de dix-huit années, j'ai entrepris de donner un contrepoint sociologique et rationnel à ce « spectre » de « l'islamisme » qui borne la lecture occidentale du politique arabe. Dans le journal *Libération*, Kemp a dit en juillet dernier[3] son malaise de voir les grands leaders occidentaux laisser à leurs challengers arabes les ressources de la dialectique et emprunter les raccourcis de cette rhétorique qu'ils reprochent depuis si longtemps à leurs homologues orientaux.

À la télévision, Kemp a vu un homme glabre, à qui il avait l'habitude de s'identifier, « *perdre ses nerfs devant la Knesset, lancer des anathèmes à la volée, menacer ses ennemis d'une guerre à outrance, user de tous les artifices de la rhétorique, et en appeler aux instincts les plus primaires de ses électeurs* ». La veille, il avait vu « *son adversaire, un barbu enturbanné (un homme qui (lui) ressemble donc guère), user d'un langage savamment dosé, jongler avec des mots bien pesés sans jamais le ton hausser, appeler les choses par leur nom, manier la dialectique comme s'il venait à l'instant de refermer le* Gorgias *de Platon, et conseiller à ses ennemis de faire taire leurs émotions pour n'écouter que leur seule raison* ». D'un mot, poursuit Kemp, « *j'ai vu un dirigeant israélien se comporter comme on imaginerait qu'un raïs arabe pourrait se comporter en pareille circonstance, et un chef de milice arabe se conduire comme un dirigeant occidental devrait se conduire, quelles que soient les circonstances* ». Et peu après, poursuit-il, « *et toujours à la télé (quoiqu'ils ne pensaient pas y être), j'ai vu le président des États-Unis et le Premier ministre du Royaume-Uni échanger, à propos du Liban, des propos d'une vulgarité telle que je frissonne à l'idée que ces deux apprentis sorciers président à nos destinées* ». Or la rhétorique « *n'a d'efficacité que pour autant que le public soit ignorant des faits* ».

Mais tel semble être malheureusement le cas, de plus en plus souvent, du public occidental : dans le même *Libération*,

---

[3] Percy Kemp, « L'inversion des discours », *Libération*, 21 juillet 2006.

quelques jours plus tard, pour commenter de nouvelles rumeurs de bombes, un éditorial qui, en disant la position de principe du journal, renvoyait les pages idées et autres « Rebonds » éclairés au statut d'exception confirmant la règle et retombait dans la bonne vieille ornière essentialiste : « *Le radicalisme islamiste a plusieurs fers au feu ou plutôt plusieurs feux à son enfer. En version chiite, il inspire les candidats martyrs du Hezbollah au Liban. En version sunnite, il suscite les ramifications terroristes plus ou moins siglées Al-Qaida.* » « *Autant* », donc, « *s'habituer à vivre avec* ». Débranchons nos cerveaux, branchons nos tripes, couvrons-nous les yeux, bouchons-nous les oreilles : du Hamas au Hezbollah, le chiisme et le sunnisme sont les deux mamelles du terrorisme ! Rien dans les violences dirigées contre les sociétés occidentales n'a donc quoi que ce soit à voir avec ce qu'elle font (ou ne font pas !). L'explication est plus simple et plus confortable : la pensée occidentale « s'éclaire » désormais à « l'islamisme » ! Tristes lumières !

Thierry Fabre : Je partage votre critique de ce que le titre du beau livre de Robert Fisk évoque comme la « grande guerre pour la civilisation ». J'ai toutefois le sentiment que vous ne répondez pas complètement au questionnement. Ces courants islamistes n'ont-ils pas un problème spécifique vis-à-vis des libertés ? Tout ne vient tout de même pas de l'extérieur, de la violence occidentale. Les islamistes sont des acteurs responsables qui définissent leur propre trajectoire politique, culturelle et religieuse et il n'est pas ethnocentrique d'analyser leur rapport aux libertés. Il ne s'agit pas d'adopter une posture de donneur de leçons, mais d'analyser les lignes de partage et de voir les modèles de société et les styles de vie qui se dessinent selon la vision de ces différents mouvements.

François Burgat : Les expressions sectaires de cette l'affirmation identitaire « islamique » sont suffisamment médiatisées de ce côté-ci de la Méditerranée pour que nul ne risque de les ignorer. Elles doivent bien évidemment être dites et condamnées sans réserve. Je persiste toutefois à penser qu'elles sont cantonnées à une frange radicale et ne peuvent nullement être considérées comme l'alpha et l'omega ou la clef de lecture de ce phénomène. Je m'oppose clairement en cela, il est vrai, à la thèse que sont parvenus à imposer la coalition de ceux (élites et régimes autoritaires du monde arabe, État hébreu et maîtres de

l'ordre politique mondial) dont la contestation islamiste, plus certainement que les libertés, menace aujourd'hui les intérêts ou les privilèges politiques.

Rappelons d'abord les limites de cette exceptionnalité supposée de la génération islamiste. A-t-on oublié les contre-performances des autres idéologies, religieuses ou athées, orientales ou occidentales, y compris d'ailleurs de celle qui a accouché de nos « Lumières » ? Que dire du traitement des libertés par la génération du nationalisme « laïque », Saddam Hussein et Hafez al-Assad en tête ? (Beaucoup) plus près de nous encore, prend-t-on le temps de réaliser que la terrible « guantanamisation » que réserve l'administration américaine aux combattants d'Al-Qaida – c'est-à-dire la privation des garanties et des droits de ceux qu'ils refusent de considérer comme membres de la communauté légitime des prisonniers de guerre – n'a pas grand-chose à envier au pire de ce que « justifie » le « takfir » que manient certains extrémistes musulmans ? N'a-t-on pas tendance par ailleurs à ne mesurer le statut des libertés qu'à l'aune de l'appréciation de ceux que, dans le monde arabe, le renouvellement des élites politiques met aujourd'hui en difficulté ? Si l'histoire de la Révolution française n'avait été écrite que sur la base du témoignage des aristocrates émigrés, le reste du monde, sous les ruisseaux de sang répandus par la « terreur », n'aurait-il pas tardé à mesurer la portée des « Lumières » ?

Pourtant, la vraie question n'est pas là. Nos débordements passés, ou ceux des autres, ne sauraient en effet en aucune façon justifier des débordements présents ou à venir. Ils rappellent seulement tout ce que cette posture exceptionnaliste de criminalisation indiscriminée et émotionnelle de la génération islamiste (avec eux, tout est pire !) a d'irrationnel.

La vraie raison de mon désaccord avec cette perspective criminalisante du phénomène islamiste dans sa totalité, ou dans son essence, est que si l'on s'en tient au cœur, au *mainstream*, des pratiques, c'est-à-dire à la majorité de la population qui a élu le Hamas ou le Hezbollah ou aux millions d'électeurs susceptibles d'accorder demain leur confiance à des dirigeants « islamistes », on constate que la dynamique de « réislamisation » produit quelque chose d'infiniment plus complexe qu'une simple alternative impliquant un sinistre choix entre l'« islam » d'un côté et les « libertés » ou la « démocratie » de l'autre.

Cette dichotomie qui structure les questionnements occidentaux sur ce sujet est parfaitement pernicieuse. La

réintroduction des marqueurs identitaires de la culture musulmane ne débouche pas sur l'anéantissement corollaire des dynamiques de modernisation sociale et de libéralisation politique. Elle les nourrit seulement d'un autre carburant symbolique, elle les inscrit dans un autre univers de référence. Les réponses que donne le réservoir « musulman » dépendent très largement de la nature des questions qui lui sont posées. L'affirmation « islamique » peut certes cautionner des postures de repli culturel sectaire ou de machisme. Mais elle peut tout autant légitimer le dépassement des appartenances primaires et l'affirmation des libertés individuelles et collectives.

Pour apercevoir cette réalité-là, sortons si vous le voulez bien de cette rhétorique qui « théologise » beaucoup trop à mon sens la lecture des défis qui se posent aux citoyens du Proche-Orient, au point d'occulter la réalité concrète du comportement des acteurs. Revenons à des exemples factuels. Empruntons-les à l'actualité du Liban, terrain exemplaire puisque les islamistes y évoluent dans un environnement pluriconfessionnel.

Au printemps de l'année 2000, les troupes israéliennes, sous la pression des attaques du Hezbollah, se sont retirées du sud du pays. La majorité des 1 500 membres de l'« Armée du Liban Sud », la milice soutenue par Israël contre l'OLP puis contre le Hezbollah, n'ont pas pu se réfugier chez l'occupant israélien et sont tombés aux mains des combattants du Hezbollah. Ils étaient à la fois (majoritairement) chrétiens et, d'un point de vue nationaliste, pouvaient assez légitimement être accusés de collaboration avec l'occupant, voir de traîtrise. Il y avait donc là une double raison de craindre pour le statut des « libertés » dont ils pourraient espérer bénéficier de la part de la « milice chiite pro-iranienne du Parti de Dieu ». Rien du pire prévisible ne s'est pourtant produit. Le parti « islamiste » n'a pas, dans cette situation emblématique où il était pourtant en situation de force, eu « de problème particulier avec les libertés ». Tous les membres de l'armée du Liban Sud ont été remis aux fonctionnaires de l'État libanais pour y être jugés.

Deuxième clin d'œil factuel, dans le contexte cette fois du tout dernier épisode de la guerre israélienne au Liban. Il n'entend pas bien évidemment emporter à lui seul votre conviction et clore le débat ; il a pour seule ambition de rappeler qu'il existe pour poser ce débat des termes autres que ceux du regard occidental

dominant. Pour le sens commun des médias français[4], la population libanaise « prise en otage par le Hezbollah » est réputée avoir une peur en quelque sorte proportionnelle à la distance qui la sépare du cœur (« chiite », donc « intégriste » et donc « machiste ») du « Parti de Dieu ». Les femmes chrétiennes du nord sont ainsi réputées craindre plus que tout autre « pour leurs libertés ». Au début du mois de septembre, une jeune chanteuse libanaise, Julia Boutros – ni « intégriste » ni chiite, ni même musulmane puisqu'elle est de culture chrétienne orthodoxe –, est l'une de celle qui ont mis un grain de sable dans cette terrible simplification. Elle a choisi de dire son admiration à la personne et à la ligne d'action du leader de la « milice chiite pro-iranienne » et de le faire de surcroît en… mettant en chanson l'un de ses discours. Il est vrai que son geste n'a pas fait la une de nos journaux télévisés.

Ailleurs dans le monde arabe, depuis au moins quinze ans déjà, dans les enceintes des multiples séminaires réunissant « islamistes » et « nationalistes », dans l'Algérie en guerre civile, dès 1995 lors de la signature du « Pacte de Sant' Egidio » par toutes les forces politiques opposées aux généraux et à leurs alliés éradicateurs, en Tunisie où les militants du « 18 octobre » 2005, laïques et islamistes confondus, dénoncent en commun l'autoritarisme du régime[5], en Égypte où les magistrats de toutes les familles politiques coopèrent également pour promouvoir l'État de droit, les preuves les plus crédibles du caractère caricatural de la vision européenne dominante viennent des propres concurrents de ces islamistes dans le champ des oppositions arabes. De plus en plus souvent, ces islamistes apparaissent à leurs concurrents politiques, qui les côtoient au quotidien, comme de possibles partenaires, pas moins efficaces que les autres dans la longue, complexe et contradictoire dynamique de dépassement des appartenances primaires confessionnelles et de défense des libertés collectives ou individuelles, des femmes aussi bien que des hommes.

C'est pour toutes ces raisons que je ne puis inscrire notre nécessaire réflexion dans une problématique « exceptionnalisant »

---

[4] François Burgat et François Gèze, « Danger : télavivision », Oumma.com, 7 août 2006.

[5] Vincent Geisser et Eric Gobe, "Des fissures dans la "Maison Tunisie" ? Le régime de Ben Ali face aux mobilisations protestataires", *L'Année du Maghreb*, Paris, CNRS Editions,

la posture des islamistes sur le terrain des libertés. Je persiste de ce point de vue dans une sorte… d'optimisme. Je ne me fais pas de souci particulier pour l'avenir des libertés dans les sociétés de cette région sud de la Méditerranée. En revanche, notre propre crispation devant cette banale et inéluctable résurgence de l'autre me rend terriblement inquiet aujourd'hui. Mais, une fois n'est pas coutume, j'espère que sur ce point, l'avenir me démentira très vite.

FB Ensuès-la-Redonne, 15 septembre 2006